

Humanité 25/01/2017

UNION EUROPÉENNE

La grande coalition se retrouve sur le Ceta

En commission, une majorité d'eurodéputés a approuvé le projet d'accord de libre-échange avec le Canada.

Pas de surprise à la commission en charge du commerce international (Inta) du Parlement européen : hier matin, totalement indifférente à l'opposition sociale et citoyenne qui se manifeste également contre l'accord en discussion avec les États-Unis (Tafta), la majorité de ses membres a approuvé sans barguigner le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (Ceta). Ce texte, préalable à l'examen d'une résolution du même tonneau en plénière, fixé pour le moment à la mi-février, a recueilli 25 voix pour, 15 contre et une abstention. Les libéraux et les conservateurs ont été rejoints par de nombreux sociaux-démocrates. « C'est un signal fort et important en faveur de la réglementation de la mondialisation », se félicite même l'Allemand Bernd Lange, président SPD de cette commission. Au centre gauche, les eurodéputés socialistes français se sont, comme leurs homologues belges, distingués en votant contre le Ceta. « La validation de cet avis n'est pas, hélas, une surprise au regard de la composition de cette commission, relève le collectif Stop Tafta-Ceta en France. La majorité de ses membres comptent parmi les plus fervents défenseurs de la libéralisation maximale des échanges et des investissements, dans laquelle les normes sociales, sanitaires et environnementale sont exclusivement perçues comme des obstacles au commerce. »

Pour le député écologiste français Yannick Jadot, vice-président de la commission Inta et partisan du rejet de l'accord de libre-échange avec le Canada, « le Parlement européen ne tire aucune leçon de la victoire de Trump et du vote du Brexit en augmentant le pouvoir des multinationales et en réduisant celui des citoyens ». Même tonalité à la GUE-NGL où l'eurodéputée italienne Eleonora Forenza, candidate la semaine dernière à la présidence du Parlement, déplore la reconstitution de la « grande coalition » entre les conservateurs, les libéraux et une bonne partie des socialistes. Helmut Scholz, coordinateur du groupe parlementaire de la GUE au sein de la commission Inta, ajoute: « La majorité des eurodéputés qui vient de voter dans cette commission a choisi d'ignorer les milliers de collectivités territoriales et les centaines de milliers de citoyens qui ont clairement exprimé leur rejet de cet accord. Ils ont aussi ignoré les analyses des experts qui ont évalué les conséquences négatives du Ceta. Des estimations très sérieuses prévoient, par exemple, que plus de 200 000 emplois pourraient être perdus dans l'Union européenne avec la libéralisation du marché provoquée par cet accord. »

« Des estimations très sérieuses prévoient, par exemple, que plus de 200 000 emplois pourraient être perdus dans l'Union européenne... »

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES EXIGENT UN RÉFÉRENDUM

S'il est voté à la mi-février par le Parlement européen, le Ceta (accord économique et commercial global), conclu entre l'Union européenne (UE) et le Canada, devra être approuvé par les parlements nationaux des États membres. Le groupe de la Gauche démocratique et

républicaine (GDR), au sein duquel siègent les députés PCF-FG à l'Assemblée nationale, a déposé une proposition de résolution demandant au gouvernement français de soumettre la ratification du Ceta à référendum, « afin que les peuples, premiers concernés et premiers perdants de cet accord, soient écoutés et entendus ». Examiné en commission des Affaires étrangères le 18 janvier dernier, le texte sera soumis au vote, ainsi que trois autres déposés par la GDR, le 2 février en assemblée plénière.